

CONSULTATION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POUR L'APRÈS COVID

LA CONTRIBUTION DE L'UDI

udi
LE CENTRE DROIT

8 MESURES D'URGENCE POUR ASSURER LE REBOND ÉCONOMIQUE

SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE, LA PRIORITÉ EST DE SAUVER CE QUI PEUT ÊTRE SAUVÉ ET D'ÉVITER UNE SPIRALE DÉPRESSIVE QUI ACCÉLÉRERAIT L'EFFONDREMENT DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE.
POUR PRÉSERVER LES COMPÉTENCES AU SEIN DES ENTREPRISES ET SURTOUT ÉVITER UNE SÉRIE DE FAILLITES ET DE DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES EN CASCADE, NOUS PROPOSONS UNE SÉRIE DE HUIT MESURES D'URGENCE QUI PERMETTRONT DÈS L'ÉTÉ DE GARANTIR LA SOLIDITÉ DE NOTRE ÉCONOMIE ET DE LIMITER TRÈS LARGEMENT LA CASSE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE QUI EST ANNONCÉE.

01 Faire verser à tous les Européens par la BCE un « Revenu Monétaire »

Notre constat ✕

La très forte méfiance des acteurs économiques face à l'évolution de la situation sanitaire et le pessimisme exprimé dans les médias par le Ministre de l'Economie lui-même contribuent grandement à la frilosité des acteurs économiques. Face à cette situation, nos marges de manœuvre budgétaires sont extrêmement limitées, dans la mesure où notre pays n'a jamais accumulé des excédents budgétaires en haut de cycle permettant de conduire des politiques budgétaires expansionnistes de relance de l'activité en cas de crise économique.

La possibilité d'une relance monétaire est également compromise par l'épuisement des outils traditionnels de la BCE : la transmission d'une politique monétaire par le canal du taux d'intérêt ne fonctionne plus, la BCE ne pouvant plus baisser ses taux directeurs. Les politiques de rachat de dettes massives sont également confrontées à de fortes limites, après plusieurs années de gonflement artificiel du prix des actifs, immobiliers principalement.

En revanche, nos équilibres macro-économiques correspondent aux conditions jugées nécessaires par Milton Friedman pour qu'une banque centrale soutienne directement les ménages et les entreprises via un transfert direct de monnaie dite "hélicoptère" ou "revenu monétaire" : une croissance faible et négative, une absence d'inflation et un risque de déflations systémiques ainsi qu'une trappe à bas taux d'intérêt.

Notre solution ✓

Sur le modèle du projet de "dividende monétaire" porté par l'économiste François-Xavier Oliveau, nous proposons que la BCE soutienne directement les ménages et les entreprises par la création monétaire, **en attribuant un revenu monétaire à chaque résident de la zone euro en 2020 et 2021**.

Le montant de ce revenu monétaire sera ajusté pour atteindre le niveau d'inflation cible fixé par la BCE : la création monétaire permettra ainsi directement de soutenir l'activité sans déstabiliser les équilibres macro-économiques. **Si les 300 milliards d'euros émis chaque année par la BCE pour stabiliser les prix étaient réaffectés au versement d'un revenu monétaire, ce sont environ 1 000 euros par an qui seraient redistribués à chaque résident de la zone euro pour soutenir la consommation.**

Plutôt que de mettre en oeuvre les politiques de rachats de dette actuels qui ont favorisé les classes les plus aisées via l'augmentation des prix du marché de l'immobilier et des actifs, la BCE continuera de compenser la déflation naturelle liée aux progrès technologiques avec ce revenu monétaire dont bénéficieront les résidents de la zone euro.

Cette mesure rétablira un fonctionnement sain de l'économie en rompant avec la spirale des taux négatifs : le revenu monétaire permettra à la BCE d'enfin augmenter les taux d'intérêt sans nuire à la croissance dans la mesure où l'activité économique sera soutenue par le revenu monétaire. Le retour des taux d'intérêt normalisés permettrait aux épargnants et aux banques commerciales d'être à nouveau rémunérés et de rentabiliser les placements, notamment dans une perspective de développement d'un Fonds de pension national pour financer la dépendance comme le défend l'UDI (cf. page 13)

02

Faillites : briser les chaînes de contamination économiques en faisant des fournisseurs les créanciers prioritaires

Notre constat ✕

Le nombre de difficultés de paiements, de cessations de paiements, de licenciements et de liquidations judiciaires ne cesse d'augmenter de manière significative, provoquant un effet domino dévastateur. Ainsi, les fournisseurs, qui subissent déjà de plein fouet la crise économique et qui, en temps normal, n'obtiennent pratiquement jamais le paiement de leur créance en cas d'ouverture de procédure collective, ne résisteront pas et risqueront, à leur tour, de s'effondrer.

Notre solution ✓

Nous proposons de casser ces chaînes de contamination économique en supprimant les privilèges des créanciers publics (Trésor et organismes sociaux) dans l'ordre de paiement des créanciers afin que ceux-ci ne soient pas payés avant les fournisseurs. Grâce cette proposition de l'UDI, **les salaires des employés continueront, évidemment, à être payés en priorité**, mais la suppression des privilèges des créanciers publics permettra d'améliorer le niveau de remboursement des créanciers chirographaires, les fournisseurs.

03

Transformer les PGE des entreprises en obligations "Relance Covid" grâce à l'épargne populaire et grâce un Investissement Obligatoire sur la Fortune

Notre constat ✕

Les Prêts garantis par l'État (PGE) sont une épée de Damoclès qui menace de nombreuses entreprises : les PGE qu'elles sont censées rembourser dans quelques années à peine peuvent représenter jusqu'à six fois leur résultat net annuel. Tant que cet endettement colossal continuera de les menacer, elles n'investiront pas et craindront pour leur survie, grippant l'ensemble du système économique.

Notre solution

Nous proposons de les transformer en obligations de long terme "Relance Covid" : elles deviendront ainsi des quasi fonds propres, remboursables sur 15 ou 20 ans, et pourraient être rachetées par l'épargne populaire des Français avec des intérêts bien plus rémunérateurs que ceux du livret A.

Pour encourager ce dispositif et répondre aux attentes de justice sociale exprimées par une majorité de Français, nous proposons de **créer un Investissement Obligatoire Sur la Fortune (IOSF)**. Sur le modèle de l'ISF intelligent défendu par le sénateur UDI Vincent Delahaye, nous proposons que les particuliers puissent **acquitter l'impôt en investissant à 100% et sans plafond dans une start-up, une PME, via notamment les obligations "Relance Covid".**

04 Un Plan d'Investissement d'Urgence dans les collectivités locales : pour 2 euros dépensés, l'Etat flèche 1 euro

Notre constat

La pérennité de la commande publique est un facteur déterminant de la bonne santé économique de notre pays. Plus les collectivités locales lancent et financent de chantiers, plus nos entreprises se développent et tout ceci rejaillit sur nos territoires. À elles seules, les collectivités locales représentent 58% du total de la commande publique dans notre pays. Cependant, les projets engagés s'inscrivent dans le temps long et selon un calendrier qui exige de relancer immédiatement la commande publique locale pour préserver nos entreprises et le rythme des commandes.

Notre solution

La baisse de l'investissement public local doit à tout prix être évitée en envoyant un signal économique fort : **nous proposons que l'Etat abonde tout projet d'investissement public à hauteur d'1 euro pour 2 euros dépensés par la collectivité.**

Le retour sur investissement de cette mesure pour l'Etat modèrera très largement son coût pour les finances publiques, en comptabilisant les cotisations sociales générées par ces chantiers ainsi que les dépenses évitées en matière d'assurance chômage.

05 Un Grand Chantier Vert Décentralisé : 30 milliards d'euros pour les collectivités, chargées de transformer le France en premier pays du monde sans passoire énergétique fossile grâce à la rénovation thermique

Notre constat ✕

"*Quand le bâtiment va, tout va* !". Cet adage sur l'importance économique décisive du secteur du bâtiment et son rôle moteur pour la croissance économique française nous rappelle qu'il doit être un pilier majeur de notre stratégie économique, surtout que le logement est l'une des principales sources de nos émissions de gaz à effet de serre ! **Le logement est le secteur parfait pour conjuguer relance économique et baisse de nos émissions de gaz à effet de serre.**

Les rénovations thermiques sont aujourd'hui largement insuffisantes : il reste encore en France 5,1 millions de passoires énergétiques (NDLR : tous les biens d'étiquette F ou G). Notre marge de progression est réelle : dans le bâtiment, il n'y a que 280 000 rénovations performantes par an alors que pour respecter la Stratégie Nationale Bas Carbone, il faudrait atteindre les 700 000 rénovations annuelles sur la période 2030-2050. Surtout, 9% à peine de ces rénovations concernent des passoires énergétiques. A ce rythme là, il faudra attendre 268 ans pour faire disparaître les passoires énergétiques en France !

Le coût total d'une rénovation des logements collectifs et individuels classés G et F en France est estimé à 69,6 milliards d'euros : en concentrant les moyens sur les passoires fossiles, un budget de 30 milliards d'euros permettrait de faire disparaître toutes les passoires énergétiques fossiles, et de diminuer drastiquement les émissions de gaz à effet de serre françaises.

Notre solution ✓

Nous proposons un Grand Chantier Vert Décentralisé pour faire disparaître les passoires énergétiques fossiles en France : **l'Etat s'appuiera sur les collectivités qui proposeront à tous les ménages F et G chauffés au fioul ou au gaz de rénover entièrement leur logement, ce qui comprend aussi les travaux de décarbonation de la chaleur avec une entreprise certifiée RGE.** Les collectivités, qui ont l'expérience et les compétences nécessaires pour superviser ce Grand Chantier Vert, vérifieront si les travaux ont été faits pour éviter les fraudes, et paieront à 100% l'entreprise, grâce à des fonds de l'Etat. Supprimer l'ensemble des crédits d'impôts, des aides et subventions de l'ANAH, des Eco-Prêts à taux zéro et de la TVA à taux réduit pour travaux, et de les remplacer par un financement unique par l'Etat avec versement direct des aides aux entreprises certifiées RGE enverra un signal fort.

06 Favoriser l'économie présentielle qui a beaucoup souffert de la crise avec une TVA à 5,5%

Notre constat ✕

Les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration ont été parmi les plus touchés durant la crise du Covid-19. Malgré des mesures de soutien, les fermetures administratives qui leur ont été imposées ont anéanti leur trésorerie et leur chiffre d'affaires. À l'arrêt durant trois mois, voire plus dans certains cas, cette branche professionnelle qui représente près d'un million d'actifs dont 750 000 salariés, sera celle parmi lesquelles on dénombrera le plus de faillites et de licenciements.

Notre solution ✓

Instaurer un taux réduit de 5,5 % de taxe sur la valeur ajoutée à l'ensemble des activités commerciales des secteurs de l'hôtellerie, de la restauration des cafés et des bars jusqu'à la fin de l'année 2021. Cette mesure facile à mettre en oeuvre permettrait de booster la rentabilité de ces entreprises à court-terme et de sauver des emplois.

07 Industrie de la Défense : accélérer les commandes publiques déjà budgétées pour sauver les PME et ETI

Notre constat ✕

L'industrie de la défense représente un maillage de PME et d'entreprises de taille intermédiaire vital pour l'économie française, dont l'effet d'entraînement sur des territoires entiers ne doit pas être négligé. La baisse des commandes civiles doit être compensée dans les mois à venir afin de préserver ce tissu d'entreprises et sauver des compétences stratégiques essentielles, à l'image du savoir-faire unique de la branche hélicoptère d'Airbus, pourtant en forte difficulté face à la baisse des commandes civiles.

Notre solution ✓

Nous proposons d'accélérer les commandes publiques déjà budgétées dans la Loi de programmation militaire 2019-2025. Anticiper les acquisitions prévues pour 2022 ou 2023 dès cette année est neutre sur le plan budgétaire à moyen-terme et permettra de préserver le tissu d'entreprises de l'industrie de la défense en compensant l'assèchement des commandes privées.

08 Engager la suppression de l'argent liquide d'ici 2022 pour permettre une baisse des prélèvements obligatoires

Notre constat ✕

L'économie souterraine représente en France plus de 12% du produit intérieur brut d'après les estimations du conseil d'orientation pour l'emploi (COE), qui estime le manque à gagner en matière de cotisations sociales entre 4,4 et 5,7 milliards d'euros. La fraude à la TVA rendue possible par la circulation d'argent liquide représente en France environ 10 milliards d'euros d'après les estimations du comité CAP 22.

Notre solution ✓

Nous défendons l'enclenchement d'un processus d'extinction progressive des transactions en espèces au profit des paiements dématérialisés, en limitant dès 2020 les paiements liquide aux seules transactions inférieures à 10 euros et en rendant obligatoire l'acceptation des paiements dématérialisés pour tous les achats, quel que soit le montant.

Cette disparition du "cash" permettra de refiscaliser l'économie souterraine, de lutter contre les trafics et le grand banditisme ainsi que la fraude fiscale. Le surplus de cotisations sociales et de TVA généré par cette mesure permettrait par exemple de baisser de 22% l'impôt sur le revenu de tous les Français, ou la TVA de 2,2 points !

13 MESURES POUR LA FRANCE D'APRÈS

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE NOUS A INTERROGÉ SUR LES MESURES ESSENTIELLES À PRENDRE SUR QUATRE THEMES ESSENTIELS.

SOUVERAINETÉ - *PAGE 10*
CLIMAT - *PAGE 16*
FRANCE GIRONDINE - *PAGE 21*
EMPLOI ET FORMATION - *PAGE 24*

SOUVERAINETÉ

Sur ce sujet phare de la souveraineté, revenu en force dans le débat public, l'UDI invite le Gouvernement à se concentrer sur un principe simple : la France ne doit plus jamais dépendre des autres pour ses besoins vitaux. Sans céder aux chimères du repli autarcique et isolationniste qui affaiblirait le niveau de vie des plus précaires et nos entreprises en faisant exploser le coût de nos importations, nous devons être guidés par ce principe simple : la France doit redevenir et rester souveraine dans les domaines vitaux qui sont consubstantiels à sa survie, l'agriculture (se nourrir), la santé (se soigner), l'énergie (se chauffer et se déplacer), le numérique (communiquer) ainsi que la défense.

Surtout, une économie forte et compétitive pourvoyeuse d'emplois à forte valeur ajoutée et non délocalisables est une condition essentielle de notre souveraineté : c'est tout l'objet de notre proposition phare, la «TVA Rebond Industriel et Agricole».

01 Une réforme fiscale majeure pour créer des emplois durables en France : la "TVA Rebond Industriel et Agricole"

Notre constat ✕

Les Français ont exprimé très clairement le souhait de relocaliser un certain nombre d'activités économiques, en particulier dans le secteur industriel. Le meilleur levier pour relocaliser de l'activité et créer des emplois durables dans notre pays repose sur la baisse du coût du travail et donc des biens et services produits en France.

Notre solution ✓

Nous proposons de baisser massivement les charges patronales et salariales en France, pour relocaliser des emplois durables grâce à une meilleure compétitivité des entreprises françaises mais aussi pour augmenter le salaire net des français.

Cette baisse de charges doit être financée par la création d'une "TVA Rebond Industriel et Agricole" qui renchérira uniquement le prix des biens et services importés. Augmenter la TVA tout en baissant massivement le coût du travail en France favorisera très largement les biens et services locaux, comme l'ont déjà expérimenté avec succès la Suède, le Danemark et l'Allemagne.

Modalités de mise en œuvre de la «TVA Rebond Industriel et Agricole»

SEPTEMBRE 2020 : 8,4 milliards pour nos agriculteurs

L'effondrement de la rémunération de ceux qui nous nourrissent, qui façonnent nos paysages et qui préservent la vie dans nos territoires est devenu d'autant plus insupportable qu'il menace aussi notre souveraineté alimentaire : après des années d'étranglement financier de nos agriculteurs, la France est sur le point de perdre son excédent agricole net.

Nous proposons que les consommateurs prennent en charge l'essentiel des 8,4 milliards de cotisations sociales de la MSA. Ce mécanisme de solidarité permettrait d'augmenter d'environ 45% le revenu net des agriculteurs, en contrepartie du relèvement progressif du taux normal de la TVA d'1,2 point. Cette baisse massive et historique des cotisations des agriculteurs redressera leur niveau de vie, rééquilibrera la fracture territoriale en augmentant le revenu disponible dans les territoires ruraux, et préservera notre excédent commercial agricole.

Le taux normal de TVA sera revalorisé et passera à 21,2%.

JANVIER 2021 :
10 milliards pour notre compétitivité

La priorité de l'économie française est de reconstituer l'offre et la production : on ne peut relancer la consommation de biens et services créant des emplois durables en France sans qu'il y ait au bout une production capable d'absorber cette demande.

Nous proposons **10 milliards de baisse de cotisations patronales financée par l'augmentation d'1,4 points du taux normal de TVA :** cette mesure baissera le prix des biens et services français nationaux mais renchérira le coût des biens et services importés.

Le taux normal de TVA sera revalorisé et passera à 22,6%.

JUILLET 2021 :
16,5 milliards d'augmentation de salaire

Pour relancer la consommation et le pouvoir d'achat des ménages, nous proposons de mettre en oeuvre **16,5 milliards de baisse de cotisations salariales, en contrepartie d'un relèvement du taux normal de TVA de 2,4 points :** cette mesure dopera la consommation de biens et services à forte
teneur en emplois localisés en France puisque nous aurons relancé la production et reconstitué les chaînes de production l'année passée.
Le taux normal de TVA sera revalorisé et passera à 25%.

Notre projet "TVA Rebond Industriel et Agricole" est une opportunité unique pour la France de diminuer très nettement la fiscalité qui pèse sur le travail. La France est le pays de la zone euro où le facteur de production travail est le plus imposé : nous avons 23,9% de prélèvements obligatoires sur le travail, soit 20% de plus que la moyenne de l'Union Européenne. Notre écart avec cette moyenne européenne a évidemment des impacts majeurs sur le pouvoir d'achat des ménages et sur le niveau d'emploi. Pour un salarié rémunéré 2 000 euros nets après mois, c'est un manque à gagner de 3 000 euros par an. Pour l'employeur, ce coin socialo-fiscal représente un surcoût de 3 660 euros par an pour chaque salarié rémunéré 2 500 euros nets.

Une relance par la baisse des impôts sur le travail est à la fois une nécessité de court-terme pour préserver notre appareil productif, mais aussi une nécessité de long-terme : notre système fiscal ne peut plus reposer uniquement sur le travail, dont l'assiette s'érode, et décourage la création d'activités. La prix Nobel d'économie Esther Duflo note justement qu'un système fiscal centré sur le facteur travail conduit même à un "excès d'automatisation" généré par la distorsion fiscale défavorable au travail : les entreprises concentrent les moyens sur des innovations *"juste assez productives pour être adoptées en raison des biais du code des impôts et pour remplacer des travailleurs par des machines , mais pas assez pour accroître la productivité totale"*

La transition complète d'un système de protection sociale basé essentiellement sur le travail vers une architecture reposant sur les flux est l'un des grands chantiers de la décennie à venir, et centrale dans le projet politique de Jean-Christophe Lagarde et de l'UDI : la baisse massive des cotisations sociales financée par une "TVA Rebond Industriel et Agricole" en est la première pierre.

02 Créer un Fonds de pension français pour financer la dépendance et garantir notre souveraineté économique

Notre constat

La dépendance est un risque partagé qui concernera plus d'un tiers des Français : c'est pourquoi l'UDI défend depuis de nombreuses années le principe d'une assurance-dépendance obligatoire.

Toutefois, si le financement de la dépendance et de la future cinquième branche de la sécurité sociale repose uniquement sur de nouveaux prélèvements obligatoires, nous allons créer un système qui ne sera pas soutenable financièrement sur le long terme.

Une branche dépendance financée uniquement par la croissance des revenus d'activités ne peut pas fonctionner dans un pays dont la démographie décline et où les nouvelles technologies permettent de créer de la richesse avec de moins en moins d'emplois. Dans une économie en croissance mais avec de moins en moins d'actifs, il n'est pas soutenable de financer la dépendance uniquement avec les revenus du travail : c'est parce qu'ils ont anticipé une démographie défavorable que les pharmaciens ont décidé de développer la capitalisation au sein de leur caisse autonome de retraites (il n'y a plus que 30 000 pharmaciens cotisants et bientôt 31 000 retraités).

La dépendance ne peut être financée que par un vrai système de capitalisation universel, pour tous les Français, quels que soient leurs revenus : les intérêts composés tout au long de la vie permettront de financer la dépendance à un coût raisonnable et acceptable pour les futures générations.

Notre solution

S'il est incontournable de financer la dépendance des citoyens français les plus âgés par la contribution commune, nous proposons de **financer la dépendance des jeunes actifs par la création d'un Fonds de Pension gouvernemental sur le modèle norvégien,** alimenté par des contributions obligatoires.

Il est indispensable de développer un tel fonds qui sera garant de notre souveraineté puisqu'il permettra d'orienter l'épargne vers des placements moins sûrs et liquides, mais davantage orientés sur le développement de très long-terme de nos entreprises.

Développer un Fonds de pension pour la dépendance alimenté par des cotisations d'assurance obligatoire est le seul moyen de ne pas céder nos fleurons industriels : la branche énergie d'Alstom serait certainement encore française si ce système avait été mis en place auparavant. L'absence de fonds de pension consolidés aujourd'hui atteint largement notre souveraineté puisque 43% des actions des sociétés français côtées en bourse sont détenues par des investisseurs étrangers, dont majoritairement des fonds de pension anglo-saxons.

03 Santé : créer un Airbus du médicament

Notre constat ✕

La France n'est pas souveraine en matière de production de médicaments, ou plus précisément de principes actifs. 70 % de ces molécules à la base des traitements sont fabriqués aux Etats-Unis ou en Asie, sur un nombre restreint de sites, créant de potentielles ruptures d'approvisionnement en Europe, comme le cas du Sinemet l'a montré.

Notre solution ✓

Nous proposons de créer un "Airbus" du médicament chargé d'identifier les principes actifs dont la relocalisation de la production sur le sol européen est indispensable pour notre autonomie sanitaire.

04 Numérique : lancer le projet d'un système d'exploitation mobile européen souverain pour ne pas devenir une colonie numérique

Notre constat ✕

La France est en train de devenir une colonie numérique des GAFA, nouvelles Compagnies des Indes dont le pouvoir rivalise avec celui des Etats. Nous avons une souveraineté limitée en matière de communication : 100% des parts de marchés des systèmes d'exploitations mobiles (OS) sont détenues par des acteurs américains ! Dans ce contexte, le pouvoir politique se retrouve incapable d'agir et de prendre des décisions souveraines : la taxe sur les GAFA est un échec car ces acteurs en situation de monopole l'ont répercutée sur les artisans français; et l'application Stop-Covid n'a pas pu être développée sans l'interface développée par Apple et Google.

Notre solution ✓

Pour ce besoin vital qu'est celui de communiquer et d'échanger, l'Europe doit disposer de son propre OS souverain. La France doit être moteur pour que le plan de relance européen mobilise un consortium autour de nos constructeurs européens de téléphones afin de développer notre propre OS, sur le modèle des initiatives prises en Chine par Huawei. C'est une position de longue date de notre Assemblée : en 2016, nous avions voté la création d'un Commissariat à la souveraineté numérique dont le rôle était de lancer le projet d'un OS français. Presque cinq ans plus tard, ce projet n'a toujours pas vu le jour !

05 Un plan de relance de l'Industrie de la Défense axé sur les micro-composants pour ne plus être des vassaux économiques des Etats-Unis

Notre constat ✕

Notre défense ne doit pas dépendre du bon vouloir des Américains sur les composants vitaux. Notre industrie de la défense ne sera pas pleinement souveraine tant qu'elle sera soumise au droit américain : nous devons arrêter de nous soumettre à la réglementation américaine ITAR qui empêche tout pays d'exporter des armes si des composants fabriqués aux Etats-Unis entrent dans leur fabrication.

Notre solution ✓

Nous devons garantir notre souveraineté industrielle dans la défense en mobilisant les fonds du plan de relance européen pour relocaliser la production de micro-composants aujourd'hui essentiellement importés des Etats-Unis d'Amérique.

CLIMAT

06 Une vraie “Taxe aux frontières sur le mix électrique” pour cesser d’importer des produits qui contribuent au réchauffement climatique

Notre constat ✕

Notre famille politique s’est toujours dressée contre la dette que les générations successives tentent d’imposer à leurs enfants pour financer leur propre mode de vie : la dette climatique est sans doute la pire de toutes, car elle peut détruire durablement et pour plusieurs siècles les équilibres qui ont permis l’épanouissement de nos civilisations sur Terre.

Pour que la France prenne toute sa part dans ce combat, elle doit à la fois réduire ses émissions de gaz à effet de serre en concentrant enfin ses efforts sur nos deux principales sources d’émissions de gaz à effet de serre (les transports et le chauffage carboné), mais surtout, pousser l’Europe à tirer profit de son statut de première puissance commerciale mondiale pour faire pression sur les grandes puissances émettrices de gaz à effet de serre.

Les Européens ne pourront pas lutter seuls contre le réchauffement climatique : 90% des émissions de CO^2 sont émises dans des pays étrangers ! Pour autant, l’Europe importe chaque année 1700 milliards d’euros de marchandises : à ce titre elle est suffisamment puissante pour faire pression sur la Chine, l’Inde, les Etats-Unis dans la lutte contre le changement climatique.

Malheureusement, les projets de “taxe carbone” aux frontières de l’UE se sont systématiquement heurtés à l’inertie collective ou à la difficulté technique d’évaluer le carbone contenu dans le processus de fabrication d’un produit. Le projet actuel de la Commission Européenne ne satisfait pas l’UDI car il s’agit simplement d’une compensation des prélèvements infligés aux industries européennes au titre du système communautaire d’échange de quotas d’émission, et n’aura qu’un effet réduit sur l’acier, le verre ou le ciment.

Notre solution ✓

Puisque la production d’électricité reste le premier secteur émetteur de CO^2 dans le monde (40%), en particulier dans l’industrie, nous proposons d’instaurer dans l’Union Européenne un mécanisme simple, une véritable “Taxe aux frontières sur le mix électrique” qui favorisera les importations issus d’Etats dont le mix électrique est décarboné, et dont l’impact carbone des produits est réduit : importer un produit issu d’un pays dont la production d’électricité repose sur le nucléaire et l’hydraulique n’a absolument pas le même impact environnemental qu’une importation issue d’un pays dépendant du gaz et du charbon ! Taxer les
importations en fonction de l’empreinte carbone des Etats dont ils sont issus est un levier puissant d’incitation à baisser les émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial.

07 Refondre la fiscalité écologique pour la rendre efficace et acceptable : un bonus-malus qui s'équilibre et un principe d'affectation climatique

Notre constat ✕

Pour que la fiscalité environnementale soit acceptée, elle doit reposer sur deux principes. Le premier est le bonus-malus et il doit y avoir, autant de bonus que de malus. **Toute fiscalité environnementale doit retomber dans la poche du consommateur !** Cette fiscalité n'a pas vocation à équilibrer le budget de l'Etat.

Nous croyons aussi en l'affectation climatique : cette fiscalité n'a pas à financer des politiques publiques qui n'ont pas d'impact nos émissions de CO^2.
A ce titre, la CSPE qui représente 16% de la facture d'électricité des ménages doit également être réorientée sur l'urgence climatique.

Notre solution ✓

La fiscalité environnementale, dont la CSPE, doit être réorientée pleinement sur l'urgence climatique pour être acceptable : tant que cette taxe financera le budget de l'Etat ou de nouvelles installations électriques qui n'ont aucun impact sur le changement climatique, la fiscalité environnementale sera légitimement considérée comme injuste par les Français. Ce principe d'affectation climatique des taxes environnementales est une nécessité pour financer les investissements nécessaires et actionner nos vrais leviers de baisses des émissions de gaz à effet de serre :

- **l'électrification des véhicules individuels**, à condition qu'ils soient produits en Europe, ce qui suppose de construire dès aujourd'hui des usines de batterie en acquérant des licences étrangères, sans attendre les résultats hypothétiques d'un Airbus de la batterie

- **le verdissement de tous les transports publics**, pour devenir le leader mondial des transports maritimes, ferroviaires et aériens à hydrogène, ce qui suppose une très forte production d'électricité décarbonée.

- **le basculement du transport routier sur le ferroutage ou sur des alternatives à hydrogène décarboné**

- **le remplacement des chaudières fioul et des chaudières gaz pour décarboner la chaleur, au profit des pompes à chaleur et de l'électrification**

08 Automobile : lancer dès 2021 la production de batteries en France grâce à des licences existantes

Notre constat ✕

Le transport individuel est notre principal levier de baisse des émissions de gaz à effet de serre : la France ne peut pas respecter les Accords de Paris sans décarboner nos véhicules individuels. L'urgence climatique impose d'électrifier le parc automobile avec la seule technologie aujourd'hui existante et déployable à grande échelle, les batteries rechargeables Li-ion.

Les ruptures technologiques ayant permis de baisser le coût de revient des batteries, nous nous rapprochons du point de bascule à partir duquel les véhicules équipés de moteurs à combustion interne n'auront plus d'avantage tarifaire face à la concurrence des véhicules électriques : ce "pic" du moteur thermique sera atteint dès le prochain quinquennat.

Comme le coût de la batterie représente jusqu'à 40% de la valeur du véhicule électrique, la montée en puissance des véhicules électriques est une excellente nouvelle pour le climat et la qualité de l'air mais une catastrophe pour notre industrie automobile : nous allons massivement déplacer la valeur ajoutée de la filière en Asie.

Construire des batteries en France est donc vital à court-terme pour l'emploi industriel car nos chaînes de production thermiques sont vouées à disparaître !

C'est une question industrielle décisive mais aussi un enjeu de souveraineté majeur : il est crucial pour la France de prendre de manière proactive ce virage pour éviter une situation de dépendance stratégique et économique, remplaçant la dépendance pétrolière aux pays de l'OPEP par une dépendance à la Chine et la Corée pour l'approvisionnement en batteries.

Notre solution ⌄

Nous ne pouvons pas attendre un hypothétique débouché industriel pour l'Airbus de la batterie : **la France doit dès maintenant implanter des usines de batterie en acquérant des licences étrangères, et ne pas se focaliser uniquement l'innovation de rupture en recherche & développement.**

La France doit accompagner nos constructeurs dans la création de grandes usines de batteries grâce à des licences déjà existantes, seul moyen de sauver des emplois sur la durée. Nous devons nous inspirer du développement de la filière nucléaire française développée initialement grâce aux licences Westinghouse, ou à l'image des initiatives prises en Allemagne pour construire des usines de batterie grâce aux licences des constructeurs coréens Samsung et LG Chem, du japonais Panasonic ou du chinois CATL.

09 Energie : devenir totalement souverains pour notre production d'électricité propre en relançant le projet ASTRID

Notre constat ✕

Pour lutter contre le réchauffement climatique sans entraîner d'effondrement économique et social, la France aura besoin dans les décennies à venir d'une forte production d'électricité propre, afin d'électrifier nos véhicules individuels, produire de l'hydrogène propre pour nos avions, bateaux et trains, relancer notre industrie ou pour remplacer le chauffage fossile dans nos logements.

Nous devons être capables de produire nous-même cette électricité, en étant le plus indépendant possible dans notre production : ce n'est pas le cas aujourd'hui puisque les énergies renouvelables solaires et photovoltaïques sont très gourmandes en métaux et terres rares importées, nos centrales nucléaires dépendant des importations d'uranium 235 dont les réserves prouvées se raréfient, et nos centrales fossiles à gaz ou au charbon ne permettent pas de produire de l'électricité décarbonée.

Notre solution ✓

La France doit retrouver une ambition en matière d'indépendance énergétique décarbonée : **le projet "Astrid", prototype de réacteur nucléaire de 4ème génération, a été abandonné par la France en 2019 alors qu'il nous aurait permis d'être totalement indépendants énergétiquement !** Cette technologie permet de recycler nos réserves d'uranium 238 stockées en France, offrant à notre pays plusieurs siècles de réserves exploitables et d'indépendance énergétique. Cet abandon a été justifié par le faible coût de l'uranium, motivation extrêmement court-termiste puisque les prévisions de l'Agence Internationale de l'Énergie prévoient de fortes tensions sur le cours de l'uranium à horizon 10 ans. Que la France ne se fixe aucun objectif de long-terme pour le lancement d'un parc de réacteurs de quatrième génération pose un problème de souveraineté et un problème climatique majeur.

FRANCE GIRONDINE

10 La Santé, première pierre d'un plan de décentralisation

Notre constat ✕

Les fonctions essentielles de l'Etat sont celles qu'il n'assume plus à force de s'occuper des autres : le temps est venu de proposer aux Français un projet de société clair avec les libertés locales comme boussole. L'attribution de la gestion de compétences ne suffiront pas, c'est dans la codécision et dans la décentralisation de la prise de décision que réside la force des peuples ayant emprunté le chemin des libertés locales.

À ce titre, l'Etat centralisé français a échoué à piloter le système de santé : les médecins ont délaissé des territoires entiers, la centralisation des soins vers l'hôpital et les urgences s'est accélérée, le cloisonnement entre la médecine de ville et l'hôpital empêche tout pilotage global. La France doit pleinement s'inspirer des réussites allemandes, suisses ou scandinaves qui ont décentralisé la gestion du système de santé.

Notre solution ✓

Nous proposons que **l'Etat fixe dans chaque région un budget global pour l'ensemble du système de santé, un « ORDAM », tenant compte de la démographie spécifique de chaque territoire.** Ce budget global doit être directement alloué à des "Directions Regionales de Sante" (DRS), qui remplaceront les ARS et qui seront placées sous la tutelle des Régions : l'objectif est de décentraliser pleinement la politique de la Santé en France comme le défendait notre famille politique avec Jean-Luc Préel et Jean-Louis Borloo dès l'an 2000. **Les Régions, en étroite association avec les départements, piloteront de manière unifiée l'ensemble du système de santé :** la médecine de ville, la rémunération des médecins, la carte hospitalière, la santé au travail, la médecine scolaire et un pôle médicosocial unifié absorbant les CAF. Les DRS pourront expérimenter et prendre des initiatives nouvelles (exemple : astreintes obligatoires de garde pour les médecins de ville afin de désengorger les urgences, meilleure intégration des services d'urgence privés etc ..) et le budget global régionalisé permettra automatiquement de rééquilibrer le maillage territorial de médecins.

11 Permettre aux gens de vivre en dehors des grandes métropoles en encourageant les entreprises à déménager dans des territoires ruraux en déclin grâce à un dispositif fiscal

Notre constat ✕

La décentralisation que l'UDI appelle de ses voeux ne doit pas se résumer à une question institutionnelle, mais doit s'inscrire dans un projet de société du "vivre mieux" où la création de richesse, la démographie, la vie économique et sociale sont mieux réparties dans le pays et ne se concentrent pas uniquement dans le coeur des Métropoles. La création de richesse n'a jamais été autant concentrée en France : depuis le début du siècle, les inégalités entre territoires se sont accrues et la création de valeur ajoutée en France s'est de plus en plus concentrée dans le coeur des métropoles. Depuis 2008, en à peine dix ans, le PIB de l'Ile-de-France a augmenté de 17% pendant que celui de la Bourgogne-Franche-Comté a diminué de 2%. Ce modèle de développement où les métropoles concentrent la création de richesse pose question en terme de qualité de vie : toute l'activité économique d'une région de 70 000 km2 ne peut pas se résumer à une métropole de 500 km2 à peine.

Notre solution ✓

Pour entamer ce mouvement de rééquilibrage territorial, **l'Etat doit inciter les entreprises à déménager leurs sièges sociaux dans des territoires en déclin,** selon des critères économiques, démographiques et sociaux précis votés par le Parlement. A l'image du "Dispositif de suramortissement numérique" qui permet à une PME industrielle de déduire de son résultat imposable jusqu'à 40 % du prix de revient des biens et logiciels contribuant à sa transformation vers l'industrie du futur, nous proposons un amortissement fiscal des frais de déménagement de sièges sociaux déduits du résultat imposable.

EMPLOI ET FORMATION

12 Remplacer le chômage par une “Indemnité de Préparation au Choc Numérique” pour les salariés volontaires

Notre constat ✕

La vague de numérisation, de robotisation puis de déploiement de l’intelligence artificielle va bouleverser la vie de millions de Français : des milliers de métiers occupés par la classe moyenne vont disparaître. **D’après une étude d’Oxford, 50% des emplois français sont confrontés à un risque élevé d’automatisation au cours des dix ou vingt prochaines années.** L’OCDE arrive aux mêmes conclusions avec 49,2% d’emplois «menacés ou transformés» par l’automatisation en France. Cette obsolescence des métiers s’accélèrera et supposera de révolutionner totalement notre vision du travail et du chômage : aucune formation ne permettant d’acquérir des compétences pour une carrière de 42 ans, les actifs de demain devront se former en permanence en parallèle de leur activité professionnelle. Faute de vraie philosophie de la formation tout au long de la vie en France, le manque de compétences est d’ores et déjà en cause dans 67 % des emplois non pourvus selon Pôle emploi. **La formation est le meilleur système d’assurance-chômage !**

Notre solution ✓

Pour initier ce choc psychologique et culturel et éviter de décevoir des actifs qui vont se fracasser sur le mur de l’intelligence artificielle et qui ne pourront retrouver un emploi, **nous proposons que les chômeurs qui le souhaitent ne soient plus pris en charge par Pôle Emploi mais par France Compétences,** avec une indemnité en hausse de 10% pendant qu’ils sont formés (*62% de revenu remplacement au lieu de 57*) L’Etat doit s’appuyer sur France Stratégie, héritière du Commissariat au Plan, et son rapport de Prospective des Métiers et Qualifications (PMQ) pour déterminer quelles places de formation il est nécessaire d’ouvrir pour cette “Préparation au Choc Numérique”.

13 Les “Nouveaux Chantiers Nationaux : relocaliser des activités stratégiques insuffisamment rentables grâce aux entreprises d’insertion

Notre constat ✕

Le coût élevé du travail et de la main d’oeuvre a accéléré la désindustrialisation de la France et la délocalisation d’activités stratégiques devenues non-rentables. Cette situation était évitable à condition de flécher les dépenses publiques allouées aux subventions à l’emploi sur des activités délocalisables, à l’image des structures d’insertion. En effet, ces structures de l’insertion par l’activité économique (SIAE) qui embauchent des Français compétents mais mis à l’écart du marché du travail sont subventionnés à hauteur de 20 000 euros par an, ce qui leur a par exemple permis de confectionner des masques avec un prix de revient au même niveau que les pays en voie de développement durant la crise.

Notre solution ✓

Les chantiers d’insertion doivent devenir les bras armés de notre réarmement industriel en mobilisant les emplois subventionnés sur des activités délocalisables. Cette expérience des masques et de la crise du Covid doit servir d’exemple pour relocaliser certaines activités en France et se réapproprier des outils de production. **Les emplois créés par les structures d’insertion doivent être massivement réorientés vers des activités non rentables et potentiellement délocalisables : les subventions publiques permettent justement de baisser le coût du travail pour relocaliser de la production !**


@UDI_off
@jclagarde
udi
LE CENTRE DROIT